

Burundi/Crise

La délégation de l'UA rencontre Nkurunziza

AFP
Bujumbura/Burundi

Une communication au sujet de ces entretiens devrait être faite ce samedi. Pas sûr qu'elle lève tous les doutes aux yeux de l'opposition.

LES chefs d'Etat africains en visite au Burundi se sont longuement entretenus hier avec le président Pierre Nkurunziza, après avoir rencontré la veille des représentants de l'opposition qui ont insisté sur la nécessité d'organiser, à l'étranger, un dialogue incluant toutes les parties pour sortir de la crise. Dépêchée par l'Union africaine (UA), la délégation emmenée par le président sud-africain Jacob Zuma et composée des présidents mauritanien, sénégalais, gabonais (qui a quitté Bujumbura jeudi soir) et du Premier ministre éthiopien, tente depuis jeudi de débloquent la crise politique dans laquelle est plongé le Burundi depuis 10 mois. Hier, ils ont rencontré le président Nkurunziza pendant plus de quatre heures à la présidence. A l'issue de cette réunion, le président Zuma a indiqué que les "résultats atteints" seraient divulgués samedi par l'Union afri-

caine. "C'était une bonne réunion entre frères ; les résultats sont satisfaisants", a simplement déclaré à l'AFP le responsable de la communication du président burundais, Willy Nyamitwe. Les chefs d'Etat de l'UA ont ensuite pris la direction de l'aéroport pour rentrer dans leurs pays respectifs. Jeudi, ils s'étaient entretenus avec des responsables de partis politiques de l'opposition, les rares à ne pas être partis en exil. "Nous sommes déçus car en écoutant le président Zuma, nous avons eu l'impression que ces chefs d'Etat sont venus conforter Nkurunziza dans son troisième mandat", a déclaré l'un d'eux, Charles Nditije, président de l'aile d'opposition du parti Uprona. Le président Zuma a invoqué "le respect des décisions du Conseil constitutionnel dans un État de droit" qui avait entériné le troisième mandat, "puis il a également évoqué la nécessité d'un dialogue inclusif à l'extérieur du pays, sans toutefois envisager de pressions sur ce pouvoir", a rapporté M. Nditije. Le président du parti d'opposition Frodebu s'est de son côté montré moins négatif, estimant que les leaders africains avaient compris la gravité de la crise. "Je suis plutôt satisfait car



Photo : AFP

La délégation des chefs d'Etat africains, conduite par le président sud-africain Jacob Zuma (à gauche), a longuement rencontré hier le numéro un burundais Pierre Nkurunziza.

de toutes façons, je n'attendais pas de ces chefs d'Etat qu'ils viennent ici pour chasser du pouvoir" le président Nkurunziza, a réagi Léonce Ngendakumana. "DIALOGUE AVEC LES PUTSCHISTES" • "L'important pour moi, c'est qu'ils ont compris que la crise burundaise est très profonde et qu'ils soutiennent le principe d'un dialogue sous médiation internationale et à l'extérieur du pays le plus inclusif possible, avec notamment ceux que le pouvoir appelle les putschistes", a-t-il expliqué. Avant de rencontrer M. Nkurunziza vendredi, la délégation de l'UA a longuement discuté avec l'ancien président du Burundi Domitien Ndayizeye (2003 - 2005). Le Burundi est plongé depuis 10 mois dans une crise politique profonde, née de la volonté du prési-

dent Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet. Les précédentes tentatives de pourparlers, sous l'égide de l'Ouganda, avaient échoué. Le gouvernement burundais refuse jusqu'à présent de discuter avec une partie de son opposition impliquée, selon lui, dans une tentative de coup d'Etat en mai 2015 et dans les violences actuelles. La très grande majorité des représentants de l'opposition et de la société civile, qui avaient été en pointe dans la contestation contre le troisième mandat du président Nkurunziza, est actuellement en exil. En se présentant pour un troisième mandat, le président Nkurunziza a violé la constitution ainsi que l'accord d'Arusha qui mit fin à la guerre civile entre 1993

et 2006 (300 000 morts), selon l'opposition, la société civile et une partie de son camp. Les violences, désormais armées, ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 240 000 personnes à quitter le pays. Des organisations de défense des droits de l'Homme ont dénoncé l'existence de fosses communes, de nombreux cas d'exécutions sommaires et d'assassinats ciblés. Depuis début février, le pays et notamment la capitale sont le théâtre d'attaques à la grenade quasi-quotidiennes et non revendiquées. Hier midi, une nouvelle explosion dans un quartier du centre de Bujumbura a fait six blessés, dont un grièvement. L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a publié jeudi un rapport édifiant sur la répression toujours en cours, mais "à l'abri des regards", exercée par le pouvoir contre les personnes perçues comme appartenant à l'opposition. Le rapport, litanie d'exécutions sommaires, de cas de torture et de disparitions forcées, dénonce également les violences accrues commises par des groupes de l'opposition radicale et appelle au déploiement d'une force de police internationale.

L'Afrique en bref

- **Nigeria/Islamistes. Quatre policiers tués dans le nord-est**
Quatre policiers ont été tués jeudi par l'explosion d'un engin piégé saisi au groupe islamiste Boko Haram dans un commissariat de Yola dans le nord-est du Nigeria, a déclaré à l'AFP un porte-parole des services de secours.
- **Somalie/Violences. Au moins 12 morts à Mogadiscio**
Une attaque à l'arme automatique, précédée de deux très fortes explosions dans un hôtel du centre de la capitale somalienne, Mogadiscio, a fait au moins 12 morts hier soir. Cette attaque, visant l'hôtel SYL situé près du complexe ultra-sécurisé de la présidence somalienne, a été revendiquée par les insurgés islamistes somaliens shebab.
- **Tunisie/Police. Des poursuites à l'encontre de responsables syndicaux**
Le gouvernement tunisien a annoncé hier qu'il allait engager des poursuites judiciaires contre des responsables syndicaux, coupables de "pratiques honteuses" et d'"abus flagrants" durant une manifestation de policiers.

A travers le monde

- **France/Attentats. L'état d'urgence repart pour trois mois**
L'état d'urgence décrété en France après les attentats de novembre entamait hier une nouvelle période de trois mois malgré les critiques en France et en Europe et les réclamations de personnes visées par des assignations à résidence ou des perquisitions.
- **Iran/Politique. Elections tests pour Rohani**
Le vote a été prolongé hier en Iran où les électeurs affluaient pour élire les membres du Parlement et de l'Assemblée des experts, des scrutins tests pour la politique d'ouverture du président modéré Hassan Rohani.
- **Russie/Élections. Poutine accuse**
Le président russe Vladimir Poutine a affirmé hier que des "ennemis étrangers" cherchaient à saper les élections législatives prévues en Russie en septembre ordonnant au Service fédéral de sécurité (FSB) d'être vigilant.
- **Syrie/Conflit. Le régime et l'allié russe bombardent les fiefs rebelles avant la trêve**
Le régime syrien et son allié russe ont bombardé intensivement hier les bastions rebelles à quelques heures du début prévu de la cessation des hostilités initiée par Moscou et Washington qui ont reconnu la difficulté de la tâche dans le pays morcelé.

Niger/Présidentielle

Issoufou affrontera l'opposant Amadou au second tour

AFP
Niamey/Niger

LE président sortant Mahamadou Issoufou, arrivé en tête au premier tour de la présidentielle des 21 et 22 février, devra affronter l'opposant Hama Amadou lors d'un second tour au Niger, a annoncé hier la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Le président Issoufou, 63 ans, qui brigait un deuxième mandat de 5 ans et avait promis une victoire par "KO", a obtenu 48,41% des suffrages. Hama Amadou, ancien Premier ministre, incarcéré depuis

novembre 2015 dans un dossier controversé de trafic d'enfants, a recueilli 17,41% des voix et sera donc présent au second tour qui devrait avoir lieu fin mars. Deux autres principaux opposants se présentaient pour le scrutin. L'ancien Premier ministre Seini Oumarou a obtenu 12,11% des voix et l'ancien président Mahamane Ousmane 6,25%. Le taux de participation s'est élevé à 66,75% (4 832 201 de suffrages exprimés), selon la Céni. Le président sortant, à qui il a manqué 167 000 voix pour être réélu dès le premier tour, devra faire face à une opposition qui avait



Photo : AFP

Le président sortant Mamahadou Issoufou n'a pas réussi son pari de remporter le scrutin dès le premier tour. Il devra affronter, probablement fin mars, l'ancien Premier ministre - aujourd'hui en prison - Amadou Hama (photo de droite).

promis de s'unir au second tour.



Photo : AFP

L'opposition avait accusé le pouvoir de vouloir passer

en force par la fraude électorale. Mais cette accusation a été rejetée par le ministre de l'Intérieur Hassoumi Massaoudou, assurant que le scrutin était "transparent et libre". La campagne a été marquée par des violences entre partisans du président et opposants qui contestent la régularité du fichier électoral. Elle a été précédée de l'arrestation de personnalités et de l'annonce d'un putsch raté par le pouvoir. Le candidat Hama Amadou, en prison depuis novembre, n'a pas pu sortir de prison ou s'adresser publiquement à ses partisans comme le prévoit la loi électorale.

Koweït/Commémorations multiples Dans la convivialité

LLIM
Libreville/Gabon

L'ÉTAT du Koweït a, par le biais de son ambassade, célébré jeudi dernier dans un

hôtel de la place, quatre temps forts de son histoire aussi bien sur le plan international qu'au niveau des relations avec le Gabon. D'abord les 55 ans de son indépendance, ensuite les 25 années de sa libération

de l'annexion de l'Irak, puis les 41 ans d'échanges diplomatiques établis entre Libreville et le Koweït-City, enfin les 4 années d'établissement de la représentation diplomatique de plein exercice koweïtienne

dans notre pays. Pour rendre cette célébration aussi particulière qu'enrichissante, les personnalités du monde diplomatique ainsi que certains responsables d'administrations ayant effectué le dé-

placement ont eu droit à une dégustation des mets de ce pays "frère et ami" au Gabon. C'est donc dans une ambiance sobre et conviviale que les invités ont échangé entre eux.